



Soudan

Banquiers suisses au chevet de Juba

Par Julie Zaugg

Alors que le Sud-Soudan proclame son indépendance samedi, Berne l'assiste dans le domaine bancaire. Le pays doit notamment se doter d'une nouvelle devise.

Ce n'est pas tous les jours qu'un nouveau pays voit le jour. Le 9 juillet, le Sud-Soudan deviendra le 54^e Etat d'Afrique. Or, ce pays doit encore se doter d'institutions solides.

La Suisse, déjà impliquée dans le processus de paix, y contribue en fournissant son expertise dans un domaine qu'elle maîtrise bien: la création d'une banque centrale et l'introduction d'une nouvelle devise.

«Nous avons approché la Confédération à ce sujet il y a deux ans déjà, mais les contacts se sont intensifiés dans les derniers mois avant le référendum d'indépendance de janvier 2011», explique Jok Madut Jok, sous-secrétaire dans le nouveau gouvernement sud-soudanais, qui se trouvait à Berne cette semaine pour une conférence de **Swisspeace**.

Début novembre 2010, la Suisse livrait une première expertise dans les capitales du Nord et du Sud, Khartoum et Juba. Du 15 au 17 février dernier, elle réunissait à Zurich 14 hauts responsables sud-soudanais pour un séminaire coorganisé par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et la Banque nationale suisse (BNS).

Experts des Balkans. «Nous y avons abordé la politique monétaire sous un angle macroéconomique, mais aussi la signification d'introduire une nouvelle devise, le mandat et le degré d'indépendance d'une future banque centrale ou encore la répartition de la dette de l'Etat central – qui atteint environ 38 milliards de dollars – entre les deux nouvelles entités», détaille l'ambassadeur Michael Winzap, envoyé spécial pour le Soudan et la corne de l'Afrique.

Des spécialistes du FMI et de la Banque mondiale ont assisté à la rencontre, aux côtés des exgouverneurs des banques centrales de Serbie, de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro. Ces derniers «ont pu apporter un éclairage intéressant, puisqu'ils sont passés par un processus d'indépendance semblable», précise-t-il.

Les participants ont également visité une unité de production de billets de banque de la firme Orell Füssli. «Au départ, nous envisagions de faire imprimer notre monnaie en Suisse, indique Jok Madut Jok. Mais nous y avons renoncé.»

Il y a deux semaines, le Sud-Soudan faisait à nouveau appel à la Suisse. «Nous leur avons envoyé deux experts de la BNS pour une assistance technique de dernière minute», indique l'ambassadeur.

La démarche est plutôt inhabituelle pour la Suisse: «Jusqu'ici, nous avons surtout conseillé

les républiques d'Asie centrale qui font partie de notre groupe au FMI et à la Banque mondiale», note Werner Hermann, chef de la section aide technique de la BNS.

Mais une banque centrale fiable et une politique monétaire claire «constituent des conditions indispensables à la stabilisation de la paix», estime le DFAE.

«Avoir sa propre devise n'est pas qu'une question financière, confirme Jok Madut Jok. Il s'agit d'un puissant symbole d'appartenance à la nation.» Werner Hermann y voit aussi «la possibilité pour la population de s'identifier à l'Etat». Il rappelle l'importance du franc pour l'identité suisse.

Eviter l'inflation. Si la banque centrale et la nouvelle devise verront sans doute le jour dans les prochaines semaines, il reste des incertitudes. «Le Sud-Soudan n'a pas suffisamment de personnel qualifié, de coffres-forts pour entreposer l'argent et de routes pour le transporter, dit Werner Hermann. La logistique nécessaire pour distribuer les billets fait également défaut.»

Jok Madut Jok voit un autre défi: «Nous devons veiller à ne pas produire trop de billets et à prévoir des dénominations suffisamment petites pour éviter l'inflation.» Il faudra aussi mettre en place un système pour récupérer les anciens billets. «Pendant six mois, les deux monnaies circuleront en parallèle. Ensuite, il faudra voir si Khartoum nous les rachète», dit-il.

A terme, il aimerait voir émerger un secteur bancaire privé. «Aujourd'hui, le Sud-Soudan est dominé par quelques institutions kenyanes et éthiopiennes. Une fois que nous nous serons dotés d'une législation bancaire, nous pourrons ouvrir le marché aux entrepreneurs locaux.»

In : L'Hebdo Online, 06.07.2011,

http://www.hebdo.ch/banquiers_suissees_au_chevet_de_juba_112491_.html